

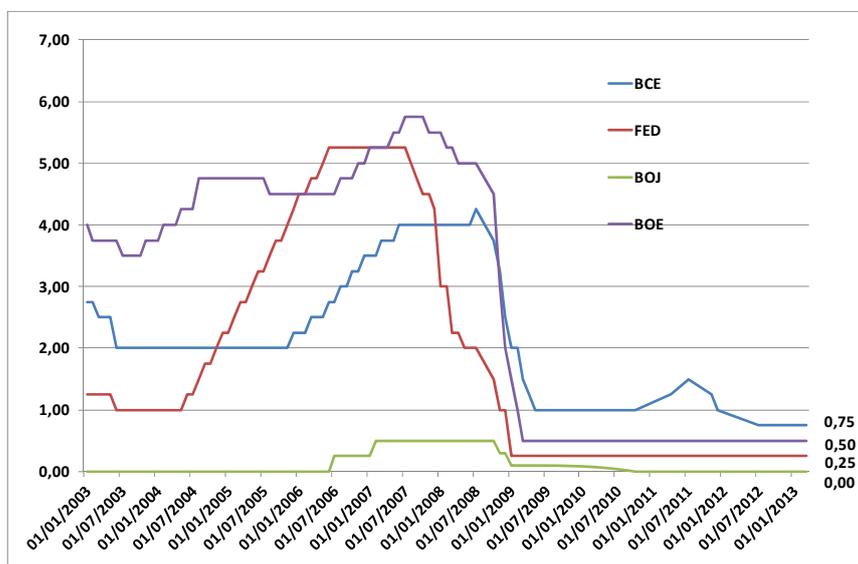
1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt

La BCE maintient le statu quo monétaire

Lors de sa réunion du 7 mars 2013, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé de laisser ses taux directeurs inchangés. M. Draghi, Président de la BCE a déclaré lors de sa conférence de presse que « Les données disponibles continuent d'indiquer que la faiblesse de l'activité dans la zone euro s'est poursuivie en début d'année, tout en confirmant globalement les signes d'une stabilisation d'un certain nombre d'indicateurs, à des niveaux faibles toutefois. Dans le même temps, le nécessaire processus d'ajustement des bilans dans les secteurs public et privé continuera de peser sur l'économie. Une reprise progressive de l'activité devrait intervenir plus tard en 2013, à la faveur d'un raffermissement de la demande mondiale et de l'orientation accommodante de notre politique monétaire ». Le Président de la BCE a précisé que les projections macroéconomiques de croissance de mars 2013 ont été revues légèrement à la baisse par rapport à celles de décembre 2012. Les services de la BCE « prévoient une croissance annuelle moyenne du PIB en volume comprise entre -0,9 % et -0,1 % en 2013 et entre 0,0 % et 2,0 % en 2014 et une hausse annuelle de l'indice des prix comprise entre 1,2 % et 2,0 % pour 2013 et entre 0,6 % et 2,0 % pour 2014 ».

Taux directeur des principales banques centrales



Chômage

Hausse du nombre de demandeurs d'emploi sur un mois en France

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'élève à 3 169 300 fin janvier 2013, en hausse de 1,4 % sur un mois en données CVS-CJO (+43 900 personnes). Sur un an, il augmente de 10,7 %. Cette hausse est en partie liée aux modifications des règles de gestion des radiations administratives. En l'absence de mise en œuvre de cette réforme le nombre de demandeurs d'emploi s'établirait à 3 148 200 en hausse de 0,7 % par rapport à fin décembre 2013 (+22 800 personnes).

Progression du taux de chômage dans la zone euro sur un mois

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'établit à 11,9 % en janvier 2013 après 11,8 en décembre 2012. Il était de 10,8% en janvier 2012. Les taux de chômage les plus faibles ont été enregistrés en Autriche (4,9 %), en Allemagne et au Luxembourg (tous deux à 5,3 %) et aux Pays-Bas (6,0 %) et les plus élevés en Grèce (27,0 % en novembre 2012), en Espagne (26,2 %) et au Portugal (17,6 %).

Inflation

Recul des prix en France au mois de janvier

L'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France baisse de 0,5 % en janvier 2012 et croît de 1,1 % sur un an. L'inflation sous-jacente s'élève à 0,8 % en glissement annuel. Le recul des prix au mois de janvier s'explique principalement par la baisse des prix des produits manufacturés en lien avec les soldes d'hiver.

Poursuite de la baisse de l'inflation dans la zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 1,8 % en février 2013 par Eurostat, en baisse de 0,2 point par rapport à janvier. Les prix de l'énergie progresseraient le plus fortement suivis par ceux de l'alimentation, des boissons alcoolisées et du tabac.

PIB

Contraction du PIB en France au 4^e trimestre 2012

Selon les premiers résultats publiés par l'INSEE, le PIB français en volume se replie de 0,3 % au quatrième trimestre 2012 après +0,1 % au troisième trimestre. La croissance est nulle sur l'ensemble de l'année, après +1,7 % en 2011.

Recul du PIB de la zone euro

Le PIB de la zone euro se contracte de 0,6 % au quatrième trimestre 2012 par rapport au troisième trimestre, selon les estimations d'Eurostat (après -0,1 % au trimestre précédent). Par rapport à la même période en 2011, le PIB corrigé des variations saisonnières recule de 0,9 %.

Asie/Pacifique

Embellie de l'économie japonaise sur fond de déflation

Le comité de politique monétaire de la banque centrale du Japon (BoJ) a décidé le 7 mars 2013 de laisser inchangé son principal taux directeur. La BoJ dont l'objectif d'inflation annuel est de 2 %, a maintenu son taux directeur au jour le jour dans la fourchette de 0 à 0,1%.

Haruhiko Kuroda sera le prochain gouverneur de la Banque du Japon, il prendra ses fonctions le 20 mars. D'après le ministère des Affaires intérieures la déflation aurait perduré en janvier. Les prix (hors produits périssables) ont de nouveau baissé de 0,2 % sur un an en liaison avec la forte concurrence entre fabricants notamment dans le secteur de l'électroménager et l'électronique dont le prix de certains produits baisse sensiblement sur un an : réfrigérateurs (-23,4 %), climatiseurs (-30,2 %) ou caméscopes (-46,1 %). En conséquence les perspectives de profits des firmes nippones s'amenuisent tout comme leurs dépenses en biens d'équipement qui se contractent de 8,7 % sur la même période d'après le ministère des Finances. Si l'investissement privé montre des signes de faiblesse, l'investissement public a en revanche continué de progresser et la production industrielle a cessé de se contracter. On constate également une amélioration de la consommation des ménages (+2,4 % sur un an) en liaison avec le meilleur moral des familles stimulé par le vote du plan de relance destiné à financer notamment les travaux publics.

Essoufflement de la reprise en Chine

En février l'indice PMI des directeurs d'achat, qui mesure la production manufacturière, s'établit à 50,1 (après 50,4 en janvier) soit son niveau le plus bas depuis cinq mois. Or il indique une contraction de l'activité en dessous de 50. Selon certains analystes ce chiffre serait la marque que la relance par les dépenses dans les infrastructures ne s'est pas étendue au reste de l'économie chinoise. Les investissements directs en Chine se contractent de 7,3 % en janvier après (-4,5 % en décembre 2012) et n'ont cessé de baisser depuis juin 2012 notamment dans les services et l'immobilier. Par ailleurs, certains indicateurs apparaissent en dessous des attentes des marchés. C'est le cas de la production industrielle chinoise et des ventes au détail qui ont progressé respectivement de 9,9% et de 12,3% sur un an en février. Enfin, le taux d'inflation annuel a atteint 3,2% en février, un plus haut de dix mois.

Actualités législatives

Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires

<http://www.assemblee-nationale.fr/14/ta/ta0087.asp>

L'Assemblée nationale a, le 19 février 2013, adopté le projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires. Ce texte sera ensuite examiné par le Sénat à partir du 20 mars 2013.

Ce projet de loi vise tout d'abord à séparer au sein des banques les activités utiles au financement de l'économie des activités spéculatives qui devront être cantonnées dans des filiales, de façon à protéger les dépôts de la clientèle. Il comporte des mesures de renforcement de la surveillance des activités de marché. Enfin, certaines activités ou produits seront purement et simplement interdits.

Le texte comporte par ailleurs des dispositions relatives à la mise en place d'un régime de résolution des crises bancaires, avec le renforcement des pouvoirs et des attributions de l'Autorité des contrôle prudentiel qui devient également une autorité de résolution des crises bancaires, et l'extension du rôle du fonds de garantie des dépôts.

Le texte comporte enfin des mesures de protection des consommateurs en matière bancaire (plafonnement des commissions d'intervention, « accessibilité » et « inclusion » bancaire, mesures d'amélioration et de simplification des procédures de surendettement) et assurantielle (assurance des emprunteurs et égalité Homme/Femme).

Décret n° 2013-174 du 27 février 2013 portant relèvement du plafond du livret A en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna

A l'instar de la métropole et des DOM, le plafond du livret A est portée à 22 950 euros à compter du 1^{er} mars 2013 en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna.

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?jsessionid=?cidTexte=JORFTEXT000027114814&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id>

Décret n° 2013-183 du 28 février 2013 relatif aux obligations de vigilance en matière de services de paiement en ligne pour la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme <http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000027123150>

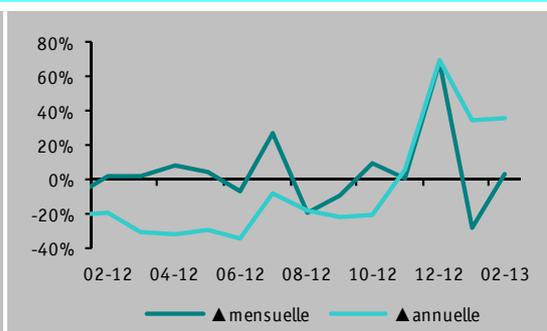
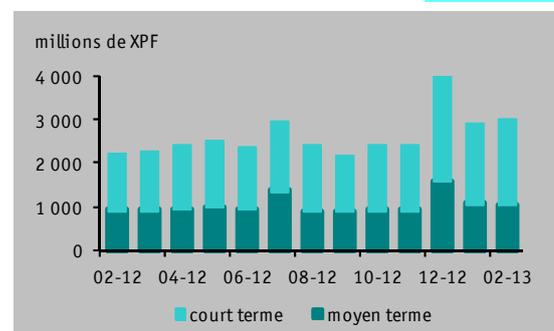
Ce décret prévoit qu'un établissement de crédit ou un établissement de paiement qui fournit un service de paiement en ligne dispose de la possibilité de ne pas procéder à la vérification de l'identité de son client en relation d'affaires. La mise en œuvre de cette mesure de vigilance simplifiée nécessite qu'un certain nombre de conditions soient réunies (nature des services de paiement visés, exigences d'origine et de destination des fonds, plafonds de montant par opération et d'opérations cumulées).

2 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

Augmentation du refinancement à court terme sur le mois

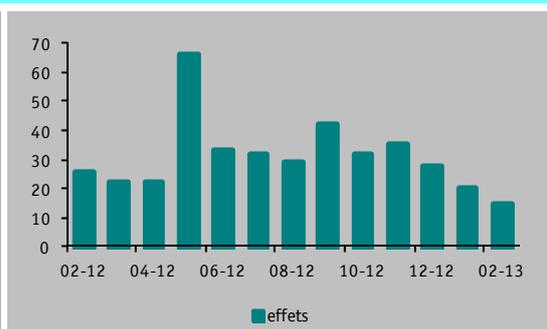
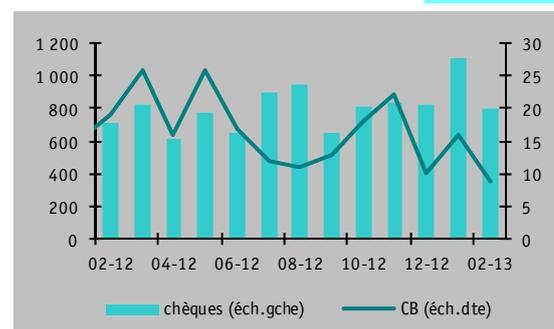
en millions de F CFP	févr-12	janv-13	févr-13	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	1 318	1 860	1 975	6,2%	49,8%
Utilisations à moyen terme	892	1 044	1 030	-1,3%	15,5%
Refinancement total	2 210	2 904	3 005	3,5%	36,0%



Incidents de paiement

Baisse des incidents de paiements sur le mois

en nombre	févr-12	janv-13	févr-13	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement :	754	1 142	826	-27,7%	9,5%
- sur chèques	709	1 106	802	-27,5%	13,1%
- sur effets	26	20	15	-25,0%	-42,3%
- retraits de cartes bancaires	19	16	9	-43,8%	-52,6%



Interdits bancaires

Recul des interdictions bancaires en février

en nombre	févr-12	janv-13	févr-13	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	3 615	3 538	3 506	-0,9%	-3,0%
- dont personnes physiques	3 161	3 061	3 033	-0,9%	-4,0%
- dont personnes morales	454	477	473	-0,8%	4,2%

Cotation

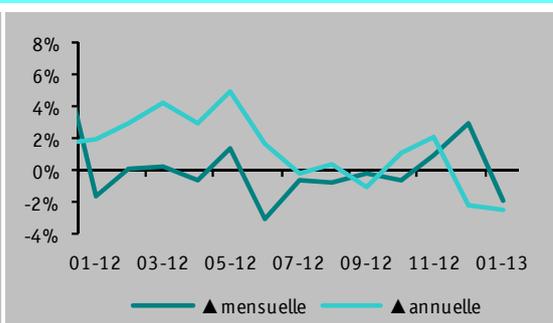
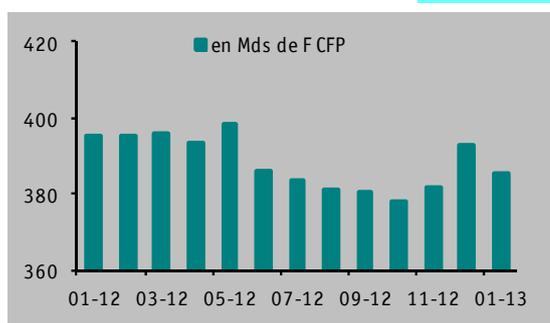
Progression du nombre d'entreprises éligibles au refinancement

en nombre	févr-12	janv-13	févr-13	▲/mois	▲/an
Entreprises cotées :	7 169	7 811	7 848	0,5%	9,5%
dont ent. cotées sur doc. comptable valide	1 251	1 372	1 389	1,2%	11,0%
Entreprises éligibles au refinancement IEOM	1 594	1 825	1 847	1,2%	15,9%

Masse monétaire

Contraction de M3 en janvier 2013

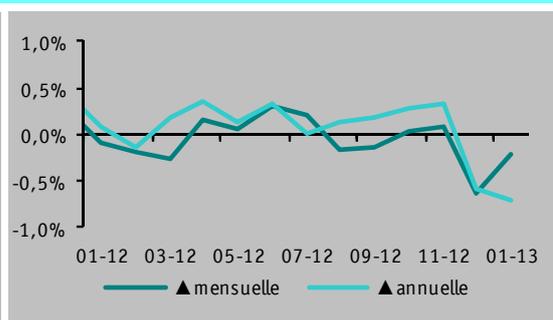
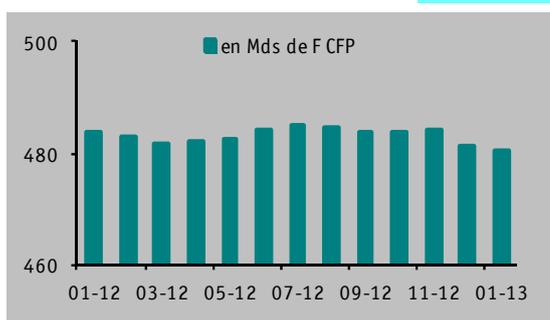
en millions de F CFP	janv-12	déc-12	janv-13	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	14 715	15 512	14 733	-5,0%	0,1%
Dépôts à vue	160 372	154 850	148 702	-4,0%	-7,3%
Comptes sur livrets	101 085	99 758	100 117	0,4%	-1,0%
Comptes d'épargne logement	315	357	370	3,6%	17,2%
Dépôts à terme	109 930	120 170	119 197	-0,8%	8,4%
Autres	8 546	2 073	2 050	-1,1%	-76,0%
Total M3	394 965	392 720	385 169	-1,9%	-2,5%



Concours des banques locales à l'économie

Crédits d'équipement en repli en janvier 2013

en millions de F CFP	janv-12	déc-12	janv-13	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	129 044	123 540	124 120	0,5%	-3,8%
Crédits d'équipement	64 714	68 714	67 800	-1,3%	4,8%
Crédits à l'habitat	160 910	164 050	163 977	0,0%	1,9%
Autres crédits	69 929	68 547	66 881	-2,4%	-4,4%
Créances dout. brutes	59 057	56 471	57 500	1,8%	-2,6%
Total CCB	483 654	481 321	480 277	-0,2%	-0,7%



3 – Brèves économiques locales

Energie

Hausse du prix des hydrocarbures pour les professionnels

En séance extraordinaire du 22 février 2013, le conseil des ministres a décidé, eu égard aux évolutions du cours du US dollar et des prix des hydrocarbures à l'import, d'impacter à la hausse les prix de vente des carburants aux professionnels, soit +1 F CFP par litre pour les goélettes (de 79 à 80 F CFP pour celles reliant Tahiti à Moorea et de 77 à 78 F CFP pour celles desservant les autres îles), pour les camions de boulangerie (de 79 à 80 F CFP) et pour les pêcheurs (de 50 à 51 F CFP).

Transport aérien

Création d'une compagnie d'hydravions

Le groupe Degage, spécialisé dans le domaine maritime, diversifie son activité de transports avec la création d'une compagnie d'hydravions : Tahiti Air Charter. Son objectif est de proposer un nouveau loisir aux touristes et de participer aux transports inter-îles où l'atterrissage sur piste est impossible. Un démarrage de son activité est prévu pour juin 2013 avec un premier hydravion de six places.

La compagnie devrait être équipée de six appareils, dont cinq amphibies. Elle compte proposer des vols à destination de l'archipel de la Société (Tahiti, Moorea, Bora Bora, Tahaa et Tupai), des vols charter à la demande et un service de fret pour les îles les plus éloignées.

Affiliation d'ATN au programme d'Expedia

Air Tahiti Nui a annoncé son association au programme d'affiliation d'Expedia, la plus importante agence de voyage en ligne du monde. Cet accord permettra à la compagnie au « tiare » d'offrir une large sélection d'hébergements en Polynésie ou à l'étranger.

Secteur primaire

Construction d'un nouveau centre de recherche agronomique

Les travaux de construction d'un nouveau centre de recherche agronomique ont démarré à Papara. Le projet est financé à hauteur de 300 millions de F CFP par le Pays pour relancer le secteur primaire. Ce bâtiment abritera l'administration et deux laboratoires. L'un sera dédié à l'entomologie agricole et l'autre à l'analyse des sols et des résidus des pesticides sur les fruits et légumes produits localement.

Téléphonie mobile

Autorisation d'émettre sur la fréquence 2G pour Vodafone

Par arrêté en Conseil des ministres du 20 février 2013, l'autorisation à été accordée à l'opérateur de téléphonie Pacific Mobil Telecom d'émettre sur les fréquences de la 2G, accessibles à l'ensemble des téléphones mobiles.

Consommation

Service de prépaiement de l'électricité par carte Vini

Après un an de discussions, OPT et EDT ont signé, le 13 février 2013, un contrat permettant à Tikiphone de vendre des cartes de prépaiement d'électricité, d'une valeur de 1 000 ou 3 000 F CFP. Ces dernières seront proposées à la clientèle dans les points de vente Vini et dans les agences OPT dès le mois de juin 2013.

Ces cartes seront activées par SMS par les usagers pour recharger leur compte électrique. Ce service leur permettra de contrôler leur consommation d'électricité.

4 – Brèves économiques régionales

Australie : croissance économique

Hausse du PIB de 0,6 % au quatrième trimestre 2012

Au quatrième trimestre 2012, le PIB australien augmente de 0,6 % (+0,7 % pour le trimestre précédent). Les principaux contributeurs sont le secteur manufacturier (+2,1 %), la santé (+1,8 %), les services financiers (+1,3 %) et le secteur minier (+0,8 %). La consommation des ménages demeure faible, avec une hausse très modérée, de seulement +0,2 % sur le trimestre.

En rythme annuel, le PIB progresse de 3,1 % sur les trois derniers mois de 2012, dynamisé par les exportations de matières premières. Alors que le gouvernement australien prévoit une croissance de 3 % sur l'exercice 2012/2013, qui s'achève au 30 juin, la Reserve Bank of Australia table sur un chiffre plus modéré (+2,5 %).

Australie : commerce extérieur

Aggravation du déficit des échanges de biens en janvier 2013

Pour le treizième mois d'affilée, la balance des échanges de biens et services est ressortie en déficit : 1,06 milliard de AUD\$, après 689 millions de AUD\$ en décembre 2012. Sur le mois, les exportations baissent de 0,7 % (cvs) et les importations progressent de 0,7 %.

Nouvelle-Zélande : prix à la consommation

CPI en repli de 0,2 % au quatrième trimestre 2012

En décembre 2012, l'indice des prix à la consommation (CPI) se contracte de 0,2 % (+0,3 % aux deux trimestres précédents). La baisse sur le trimestre provient principalement de l'alimentaire (-1,8 %), mais elle est atténuée par la progression des prix des dépenses relatives au logement des ménages (+0,6 %), le transport (+0,6 %), la santé (+1,1 %) et les loisirs (+0,5 %).

Nouvelle-Zélande : marché du travail

Baisse du taux de chômage au dernier trimestre 2012

Sur les trois derniers mois de 2012, le taux de chômage s'établit à 6,9 %, en baisse de 0,4 point par rapport au trimestre précédent. Si le nombre de chômeurs diminue sur la période (-10 000), le taux d'emploi de la population active s'inscrit également en recul, à 62,8 % en décembre 2012, après 63,4 % en septembre 2012.

Les indicateurs de référence

	date	m-12	m-1	m	▲/mois	▲/an
Indicateurs macroéconomiques						
Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007)	févr-13	105,6	107,4	107,6	0,2%	2,0%
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000)	déc-12	117,1	114,5	113,9	-0,5%	-2,7%
Commerce extérieur						
Exportations (en M F CFP)	déc-12	1 447	1 380	1 192	-13,6%	-17,6%
Importations (en M F CFP)	déc-12	13 384	14 290	12 321	-13,8%	-7,9%
						(source : ISPF)
Entreprises						
Importations de biens d'équipement (M F CFP)	déc-12	1 959	1 904	2 112	10,9%	7,8%
Importations de véhicules utilitaires (M F CFP)	déc-12	116	127	71	-44,2%	-38,7%
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	janv-13	94	87	125	43,7%	33,0%
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)	févr-13	454	477	473	-0,8%	4,2%
						(sources : ISPF, IEOM)
Ménages						
Importations de biens de consommation courante (M CFP)	déc-12	2 021	2 223	1 827	-17,8%	-9,6%
Importations de produits alimentaires (M CFP)	déc-12	3 337	3 590	3 277	-8,7%	-1,8%
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)	janv-13	222	164	211	28,7%	-5,0%
Personnes physiques en interdiction bancaire	févr-13	3 161	3 061	3 033	-0,9%	-4,0%
						(sources : ISPF, IEOM)
Secteurs						
Agriculture						
Exportations de perles brutes (en M F CFP)	déc-12	550	824	784	-4,9%	42,5%
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)	déc-12	72	121	104	-14,2%	44,3%
BTP						
Importations de ciment (en M F CFP)	déc-12	80	166	100	-40,2%	24,6%
Importations de bois transformé (en M F CFP)	déc-12	174	163	121	-25,5%	-30,3%
Industrie						
Exportations de monoï en vrac et conditionné (en M F CFP)	déc-12	49	52	40	-23,0%	-18,2%
Exportations d'huile de coprah (en M F CFP)	déc-12	56	57	51	-10,5%	-10,0%
Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP)	déc-12	3	88	64	-27,7%	ns
Tourisme						
Nombre de touristes	déc-12	14 106	12 470	15 262	22,4%	8,2%
Taux d'occupation hôtelière (CPH)	févr-13	50,2%	50,0%	57,4%	7,4 pts	7,2 pts
						(sources : ISPF, CPH)
Indicateurs financiers						
Dépôts						
Ménages						
Dépôts à vue	janv-13	57 510	55 447	56 238	1,4%	-2,2%
Comptes sur livret	janv-13	95 280	93 501	94 520	1,1%	-0,8%
Dépôts à terme	janv-13	59 431	62 839	62 397	-0,7%	5,0%
Entreprises						
Dépôts à vue	janv-13	75 875	73 252	70 645	-3,6%	-6,9%
Dépôts à terme	janv-13	39 121	45 008	45 481	1,1%	16,3%
Encours bancaires						
Ménages						
Crédits de trésorerie	janv-13	79 100	77 677	77 649	0,0%	-1,8%
Crédits à l'habitat	janv-13	139 779	142 880	143 355	0,3%	2,6%
Entreprises						
Crédits de trésorerie	janv-13	47 081	48 998	42 196	-13,9%	-10,4%
Crédits d'équipement	janv-13	56 112	58 653	58 559	-0,2%	4,4%
						(source : IEOM)

5 - Les taux

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER			
	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	24/07/2012	0,75%	3,50%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	4,55% à 5,00% (Taux SGFGAS à partir du 01/12/2012)
taux de la facilité de prêt marginal	24/07/2012	1,50%	
taux de l'escompte de chèques	24/07/2012	1,50%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois

	28/02/2013	31/01/2013	Var. M-1
EONIA	0,0660%	0,0800%	- 0,014 pt
EURIBOR 1 mois	0,1180%	0,1210%	- 0,003 pt
EURIBOR 3 mois	0,2090%	0,2320%	- 0,023 pt
EURIBOR 6 mois	0,3340%	0,3780%	- 0,044 pt
EURIBOR 12 mois	0,5570%	0,6200%	- 0,063 pt

taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	28/02/2013	31/01/2013	Var. M-1
TEMPE	0,0683%	0,0709%	- 0,003 pt
EURIBOR 1 mois	0,1200%	0,1120%	+ 0,008 pt
EURIBOR 3 mois	0,2240%	0,2040%	+ 0,020 pt
EURIBOR 6 mois	0,3630%	0,3430%	+ 0,020 pt
EURIBOR 12 mois	0,5960%	0,5730%	+ 0,023 pt
TMO	2,4900%	2,3900%	+ 0,100 pt
TME	2,2900%	2,1900%	+ 0,100 pt
TRBOSP	2,5000%	2,3500%	+ 0,150 pt

taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP		
	28/02/2013	31/01/2013	31/12/2012	28/02/2013	31/01/2013	31/12/2012	28/02/2013	31/01/2013	31/12/2012
taux JJ	0,150%	0,190%	0,100%	0,094%	0,086%	0,093%	0,460%	0,470%	0,470%
3 mois	0,420%	0,370%	0,415%	0,161%	0,167%	0,176%	0,600%	0,555%	0,570%
10 ans emprunts phares	1,890%	2,010%	1,740%	0,670%	0,760%	0,790%	1,970%	2,110%	1,840%

taux de base bancaire

	taux	date d'effet
banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
banques locales	7,10%	#####

taux d'intérêt légal

	taux	JORF
année 2013	0,04%	01/03/2013
année 2012	0,71%	08/02/2012

Définitions

EONIA: Euro OverNight Index Average
 TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA
 EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
 TMO : taux moyen des obligations publiques (source: CDC)
 TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)
 TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)

TAUX DE LUSURE (seuils applicables à partir du 1er janvier 2013)

Prêts aux particuliers	seuil de l'usure	Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires	12,19%
		Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	11,24%
Prêts immobiliers		Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	seuil de l'usure
Prêts à taux fixe	5,72%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	8,05%
Prêts à taux variable	5,37%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	4,01%
Prêts-relais	5,79%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	5,61%
Autres crédits aux particuliers		Découverts en compte (1)	13,32%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 862 XPF	20,30%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	5,36%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF et prêts viagers hypothécaires	19,89%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF	18,95%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires	16,49%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF	15,55%	Découverts en compte (1)	13,32%

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	90,8917	1 NZD/XPF	75,4786	1 HKD/XPF	11,7187	1 GBP/XPF	138,2755	
100 JPY/XPF	98,5643	1 AUD/XPF	93,1624	1 SGD/XPF	73,4937	100 VUV/XPF	97,0443	1 FJD/XPF	51,0139